



# **MA VISION POUR LE CANADA:**

---

Les grands discours d'Andrew Scheer

UNE FÉDÉRATION PLUS PROCHE ET PLUS LIBRE

---





Le Canada devrait être un pays où aucune ambition n'est trop grande et aucun rêve inatteignable.

Nous devrions être un vecteur de paix et de liberté sur la scène internationale, un protecteur discipliné et compatissant des finances publiques ici au pays, une terre d'accueil pour tous ceux persécutés et affligés dans le monde, un fier champion des technologies vertes et un modèle de transparence et de responsabilité à tous les niveaux de gouvernement.

Je souhaite être le prochain premier ministre du Canada.

Voici Ma vision pour le Canada.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Andrew Scheer'.

ANDREW SCHEER  
Chef des conservateurs du Canada

Merci beaucoup. C'est un grand honneur d'être ici.

Merci, Monsieur le Premier Ministre. Ça sonne bien, non ? Jason Kenney, premier ministre de la province de l'Alberta ! Merci beaucoup.

C'est toujours un plaisir de revenir en Alberta, encore plus depuis quelques semaines.

Je suis vraiment motivé par ce que le premier ministre Kenney et le gouvernement conservateur uni ont fait en quelques semaines seulement après leur arrivée au pouvoir.

Après avoir remporté plus de voix que tout autre parti politique de l'histoire de la province, le nouveau gouvernement de l'Alberta s'est empressé de donner suite au mandat que lui ont confié les électeurs : remettre l'Alberta au travail.

Il a présenté la Loi sur la réduction de la paperasserie, une mesure audacieuse et nécessaire pour rétablir la confiance des investisseurs envers l'Alberta.

Il a créé le Crédit d'impôt pour la création d'emplois, qui permettra aux créateurs d'emplois de garder plus de leur propre argent, pour le réinvestir et faire croître leur entreprise.

Et bien sûr, comme il l'a dit, le premier ministre Kenney tient sa promesse d'éliminer la taxe sur le carbone de l'Alberta.

Jason Kenney et moi avons beaucoup en commun. Nous avons travaillé ensemble pendant de nombreuses années. Nous sommes d'accord sur beaucoup de choses, mais il y a une chose sur laquelle nous ne le sommes pas : nous réclamons tous deux le mérite de la promesse d'abolir la taxe sur le carbone. Je crois que je l'ai dit le premier, il pense que c'est lui, mais il a tout le mérite d'être le premier à mettre sa promesse à exécution !

Je serai le deuxième. J'abolirai la taxe sur le carbone de Justin Trudeau. Je le promets.

L'Alberta aura un allié à Ottawa en octobre : un nouveau gouvernement fédéral conservateur

qui reconnaît le rôle précieux qu'elle joue dans la création de possibilités pour tous les Canadiens et Canadiennes.

Je veux d'abord parler du Canada que nous connaissons aujourd'hui et remonter à ses tout débuts. Au début de 1860, une brutale guerre civile faisait rage au sud. Une union d'un océan à l'autre n'était qu'une idée audacieuse, mais 36 leaders visionnaires se sont réunis, ont mis leurs différences de côté, et ont établi ce qui deviendrait le meilleur pays du monde.

Il a fallu du courage pour forger notre Fédération. Il a fallu de la force et une détermination singulière pendant de nombreuses années.

Faire fonctionner une nation est une tout autre histoire, une histoire continue de coopération, de compromis, d'amitié et de respect mutuel.

La Confédération était à l'époque, et est encore parfois, un rêve improbable et fantastique.

Selon l'un de ses pères, Sir George-Étienne Cartier, c'est une « nationalité politique », de « courses différentes s'émulant pour le bien commun ».

Le Canada a été construit sur l'idée qu'il est possible de prospérer ensemble tout en préservant les identités locales de la langue, les croyances et l'autodétermination.

Cette idée a stimulé nos fondateurs vers un pays : « A mari usque ad mare ».

Et elle doit continuer à nous guider en cette deuxième moitié de notre second siècle d'existence, et après.

Comme l'a dit le premier dirigeant du Canada, « tout est à gagner par l'union, et tout est à perdre par la désunion ».

Malheureusement, il semble que la sagesse de ce tout premier ministre n'influence pas le premier ministre actuel.

Il est maintenant clair que Justin Trudeau n'est pas ce qu'il avait promis.

Il a été élu en 2015 sur une vague de grandes promesses, dont il a brisé la grande majorité.

De toutes ces promesses, sa mauvaise gestion de la Fédération est l'une des plus dangereuses.

Vous vous souvenez peut-être qu'il avait promis de « maintenir des relations ouvertes et collaboratives avec les provinces et les territoires, avec l'objectif de travailler ensemble pour servir et améliorer la vie des Canadiens et des Canadiennes ». C'est ce qu'il a dit.

En trois ans seulement, les relations entre les provinces et le gouvernement fédéral sont devenues les plus froides depuis des générations.

Il suffit de regarder ici en Alberta.

Au lieu de reconnaître le potentiel national des ressources naturelles de l'Ouest et des gens qui les exploitent, Trudeau fait exactement le contraire.

Il veut éliminer progressivement le secteur et mettre des centaines de milliers de personnes sans travail ici et partout au pays.

Les conservateurs défendront les ressources naturelles de l'Alberta et de l'Ouest canadien, et assureront que nous les mettons en marché, pas seulement dans le monde entier, mais ici au Canada.

Bien sûr, il a rencontré les premiers ministres provinciaux au début, quand ils étaient principalement des alliés libéraux sur qui il pouvait compter.

Aujourd'hui, plus vraiment.

Maintenant, il se bat avec les provinces parce qu'il pense pouvoir marquer quelques points.

Il envoie ses ministres attaquer leurs homologues provinciaux.

Il s'ingère dans des domaines de responsabilité provinciale.

Il monte les provinces et les régions les unes contre les autres.

Et il blâme les autres quand ses stratégies d'échec lui reviennent à la figure.

Cependant, sa taxe sur le carbone demeure la chose la plus grave, tout comme sa profonde arrogance et son mépris envers les gouvernements provinciaux dûment élus qui ont l'autorité constitutionnelle sur leurs ressources naturelles.

La taxe sur le carbone de Trudeau est une trahison de la promesse de la Confédération. La discorde qu'elle sème entraîne un nombre sans précédent d'actions en justice contre le gouvernement fédéral par des gouvernements provinciaux mécontents de son ingérence.

Il y en aura sûrement d'autres.

Pire encore, son approche crée une aliénation régionale. Des provinces se battent les unes contre les autres, alors que le gouvernement fédéral échoue à affirmer ses compétences. Il présente des mesures législatives comme les projets de loi C-69 et C-48 qui menacent l'unité nationale, sans tenir compte de leur impact sur les industries vitales à notre croissance économique.

C'est la véritable menace de désunion dont avait parlé Macdonald, et l'exact opposé des voies ensoleillées sur lesquelles Trudeau a fait campagne en 2015.

Chaque fois qu'il y a un Trudeau au Cabinet du premier ministre, notre union faiblit.

Je l'entends dire ici dans l'Ouest, dans ma province de la Saskatchewan et ici en Alberta.

Je suis ici pour vous dire sans équivoque que le Canada n'a pas tourné le dos à l'Ouest, seulement Justin Trudeau.

Mes amis, il y a une meilleure façon de faire, une bien meilleure façon de faire.

Ma vision pour notre pays est celle du fédéralisme d'ouverture qui reconnaît que le pouvoir le plus petit et le plus près des gens devraient prendre les décisions.

Je vois une fédération bâtie sur le respect des compétences provinciales, avec les provinces comme partenaires et les Québécois comme une nation au

sein d'un Canada uni; un Canada qui fait de véritables progrès avec les peuples autochtones pour qu'ils deviennent des partenaires de leur propre prospérité; et un pays où les droits sont accompagnés de certaines responsabilités : une voie à deux sens pour bâtir la nation, avec la transparence et la responsabilisation comme pierres angulaires.

Permettez-moi d'en dire plus sur quelques principes clés.

Premièrement, l'idée de prendre les décisions au point où la responsabilisation est la plus grande.

De nos jours, il y a souvent tellement d'ententes de financement complexes entre les juridictions, avec différentes obligations et conditions, et des acronymes, que personne ne sait vraiment de quel palier de gouvernement vient l'argent.

Cependant, tout le monde sait de quelles poches vient cet argent. C'est vous, les contribuables, qui payez pour tout ça.

Le gouvernement fédéral devrait donner aux provinces, aux municipalités et autres paliers de gouvernement, une plus grande flexibilité pour la prestation des programmes. Il arrive trop souvent que des bureaucrates à Ottawa conçoivent des programmes censés convenir à tout le monde.

Nous devrions plutôt faire confiance aux responsables locaux, qui connaissent leurs communautés mieux qu'un représentant gouvernemental à Ottawa. La responsabilisation et la transparence en découleraient naturellement.

Ça repose sur un véritable respect des compétences provinciales.

Le gouvernement fédéral devrait s'engager envers des transferts stables et prévisibles pour les importants services sociaux et reconnaître que chaque province a sa propre approche pour gérer et exécuter ces programmes.

Le respect des compétences provinciales ne s'applique pas qu'aux domaines qui sont la

responsabilité des provinces en vertu de la Constitution, comme les soins de santé et l'éducation.

Il s'applique aussi aux domaines où les deux paliers de gouvernement ont des pouvoirs politiques et juridictionnels.

Une fois encore, la taxe sur le carbone de Trudeau est un bon exemple.

Cinq gouvernements provinciaux ont trouvé des façons différentes de lutter contre les changements climatiques, sans imposer une taxe sur le carbone.

L'attitude autoritaire de Trudeau oblige les premiers ministres provinciaux à se battre en justice contre le gouvernement fédéral au nom de leurs citoyens.

L'histoire montre que la décentralisation permet une exécution plus créative des programmes et un fédéralisme plus coopératif. L'imposition d'une taxe sur le carbone aux provinces qui ont trouvé d'autres façons de réduire les émissions est non seulement injuste, mais elle trahit l'esprit de la Confédération.

## CONFÉDÉRATION

L'histoire qui unit le Parti conservateur et la nation québécoise est aussi ancienne que la Fédération canadienne.

En fait, sans la collaboration entre les chefs conservateurs ontarien et québécois John A. Macdonald et George-Étienne Cartier, la Confédération ne serait jamais née en 1867.

Elle n'aurait sans doute jamais pu refléter aussi efficacement et aussi justement l'esprit de respect et d'égalité qui a fait d'elle une des grandes réussites politiques des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles.

Dans notre histoire récente, d'autres gouvernements conservateurs ont démontré une ouverture semblable envers les aspirations de la société québécoise et de son gouvernement.

Brian Mulroney a notamment consacré le caractère privilégié des relations entre le Canada et la

France, l'une de nos deux mères patries.

Il a aussi rendu possible la création du Sommet de la Francophonie.

Quelques semaines avant l'élection de 2006, Stephen Harper s'est engagé à gouverner selon un fédéralisme d'ouverture, qui respecte les responsabilités et les besoins des provinces, y compris la situation spéciale du Québec.

Le gouvernement conservateur précédent a éliminé le déséquilibre fiscal qui empoisonnait les relations entre Ottawa et Québec depuis plus de 50 ans.

Sous son leadership, le Parlement canadien a reconnu que les Québécois forment une nation au sein d'un Canada uni.

Bien sûr, ni conservateurs ni libéraux ne peuvent réclamer la paternité de tous les bienfaits que nous partageons tous et toutes comme citoyennes et citoyens canadiens.

À diverses époques, à tour de rôle, des premiers ministres de toutes les couleurs politiques ont apporté leur pierre à l'édifice national.

Comme chef des conservateurs du Canada, je suis très fier de ce qu'ont accompli mes prédécesseurs pour cimenter l'union entre Canadiens francophones et Canadiens anglophones.

Si les Canadiens et Canadiennes nous confient la responsabilité du gouvernement, le 21 octobre, j'ai l'intention de suivre le modèle qu'ils ont tracé dans la pratique du fédéralisme canadien.

J'ai aussi l'intention de demeurer vigilant dans la protection et le développement des droits de minorités de langues officielles.

## UN SOLIDE LEADERSHIP FÉDÉRAL

Ça ne veut nullement dire que le leadership fédéral n'est pas important.

Bien au contraire.

Il existe des domaines de compétences fédérales clairs, prescrits par la Constitution.

Sur les points où les provinces sont en désaccord, surtout quand l'intérêt national est en jeu, un leadership fédéral solide et efficace est non seulement souhaité, mais requis.

Prenons les pipelines et le commerce interprovincial.

Nous vivons dans un pays où personne n'a de droit de veto sur les questions d'intérêt national qui relèvent clairement des compétences fédérales.

La Confédération vise l'amélioration de notre prospérité collective.

Tout comme le chemin de fer national n'aurait pas été construit sans un solide leadership fédéral, le Canada de demain ne réalisera pas son plein potentiel sans un gouvernement fédéral prêt à faire une grosse partie du travail.

La manière dont ce gouvernement fédéral a renoncé à sa responsabilité de se battre en justice pour la construction de ces pipelines me sidère. Cependant, il se bat en justice pour imposer une taxe sur le carbone aux gens des provinces qui n'en veulent pas.

Il y a deux poids, deux mesures ici.

Nous n'avons pas besoin d'un gouvernement à Ottawa qui croit qu'il sait tout, mais plutôt d'un gouvernement de « oui » :

- Oui à l'indépendance énergétique ;
- Oui à l'abolition des obstacles commerciaux ; et,
- Oui à la mise en marché de nos produits.

Rien n'est plus frustrant que de voir tant de groupes et de partis politiques refuser que l'énergie de l'Ouest soit exportée en Asie et sur d'autres marchés mondiaux.

Je les vois s'attacher à des arbres et se coucher devant des bulldozers pour bloquer l'exportation de nos ressources.

Je ne les vois pourtant pas le long du Saint-Laurent pour bloquer les pétroliers de l'Arabie saoudite, du Venezuela ou des États-Unis.

C'est une chose que je n'ai jamais comprise.

Les conservateurs ont une vision de l'indépendance énergétique du Canada.

On dit souvent que le monde a besoin de plus d'énergie canadienne. C'est vrai. Le Canada a aussi besoin de plus d'énergie canadienne, et nous ferons de cela une réalité.

Avec raison, tous les Québécois et Québécoises sont très fiers de l'hydro-électricité, de la création d'Hydro-Québec et de son rôle dans le développement du Québec.

Je suis convaincu que les Québécois comprennent et respectent que les Canadiens des autres provinces souhaitent pour leur part que le Canada puisse profiter de l'exportation de notre richesse pétrolière et gazière.

Quand la première découverte majeure de pétrole a été faite au puits Leduc 1 en Alberta, en 1947, une vague d'espoir a déferlé dans l'Ouest canadien, comme quand les turbines des barrages de la rivière Manicouagan ont commencé à tourner.

Cette richesse naturelle a profité à toutes les régions du Canada.

Nous possédons une des plus importantes réserves pétrolières du monde, après l'Arabie Saoudite et le Venezuela, mais nous sommes incapables d'en profiter pleinement à cause d'un manque de pipelines.

C'est un obstacle comme l'hydro-électricité n'a jamais connu.

C'est pourquoi j'ai proposé récemment la création d'un corridor énergétique national.

Il va de soi que cela ne se fera pas contre la volonté d'une ou de plusieurs provinces.

Je souhaite que tous les Canadiens, y compris les Québécois, reconnaissent qu'il y a assez de place au Canada pour une industrie pétrolière et une industrie hydro-électrique dynamiques et concurrentielles.

Comme premier ministre, je ferai de mon mieux pour aider les deux à développer leurs exportations.

## **CORRIDOR ÉNERGÉTIQUE NATIONAL**

Aucun concept n'illustre mieux un pays de « oui » — ou plutôt ma vision de la façon dont les provinces devraient travailler ensemble — qu'un corridor énergétique national.

Le mois dernier, j'ai parlé de l'idée de travailler sur un corridor énergétique national pour transporter nos ressources naturelles.

Un chemin d'un océan à l'autre réservé à l'infrastructure qui livrera l'électricité du Québec vers l'ouest et le pétrole et le gaz de l'Alberta vers l'est et l'ouest.

Permettez-moi d'être clair : cela nécessitera un important dialogue avec les gouvernements provinciaux et les populations autochtones.

Ça représentera beaucoup de travail. C'est un projet de taille, mais le Canada a déjà vécu ça.

Il est temps que le Canada s'inspire de son histoire pour trouver la vision et le courage que nous avons déjà eus en abondance, et déployer notre volonté collective pour un projet qui unira notre pays.

Un corridor énergétique national fera pour le Canada ce que le chemin de fer du Canadien Pacifique a fait à l'époque de Sir John A. Macdonald. Il fera ce que la Voie maritime du Saint-Laurent a fait — non seulement pour le commerce, mais pour nos relations de longue date avec les États-Unis — à l'époque du premier ministre Mackenzie King et du président Roosevelt.

Nous sommes une vaste nation, dont les gens, à d'importants moments de notre histoire, ont été rassemblés par des idées et de grands projets.

Cependant, la reconnaissance de la nécessité de livrer nos ressources naturelles sur de nouveaux marchés nationaux et internationaux revêt une importance nationale.

C'est une responsabilité du gouvernement fédéral.

Avec ma proposition, et comme premier ministre, je m'occuperai du « comment » livrer notre énergie au marché.

Je travaillerai avec les provinces sur le « comment » et le « où » d'un futur corridor énergétique.

Un Canada indépendant sur le plan énergétique sera l'objectif clé d'un gouvernement conservateur.

Soyons clairs : le but de ce corridor n'est pas de remplacer ce que fait le secteur privé. Avec la voie réglementaire, des projets de milliards de dollars peuvent être réalisés sans l'argent des contribuables.

## **CHEVAUCHEMENT DES COMPÉTENCES**

Et maintenant, quelques points sur le chevauchement des compétences. Et là, chaque ordre de gouvernement doit participer activement.

Par exemple, la santé de notre environnement relève de tous les paliers de gouvernement.

J'en dirai plus sur notre plan environnemental plus tard ce mois-ci, mais permettez-moi de dire ceci : un gouvernement conservateur n'adoptera pas une approche d'affrontement initiée au sommet.

Nous travaillerons avec les provinces, les villes et d'autres partenaires.

C'est dans cet esprit que j'ai annoncé, plus tôt cette année, que nous travaillerons avec les gouvernements locaux et les municipalités partout au pays pour aider à éliminer le déversement d'eaux usées et d'égoût dans nos rivières et nos lacs.

Sur l'immigration, nous continuerons à travailler avec les provinces et les municipalités pour assurer que les nouveaux arrivants ont les meilleures chances possibles pour réussir.

Sur l'infrastructure aussi, la collaboration est essentielle.

Les communautés locales savent généralement quelles routes et quels ponts nécessitent des travaux.

Le gouvernement fédéral devrait être un partenaire de financement de gros projets avec un œil sur la compétitivité économique : ports, autoroutes, transport en commun et plus encore.

Un gouvernement conservateur sera ce partenaire.

## **COMMERCE INTERPROVINCIAL**

Comme premier ministre, je chercherai à abolir les obstacles au commerce interprovincial qui freinent notre Fédération depuis trop longtemps.

Ces obstacles empêchent le libre mouvement des gens, des produits et des services entre les frontières provinciales, et coûtent des milliards de dollars à notre économie.

Ils font en sorte qu'il coûte plus cher d'exploiter une entreprise, ils nuisent aux consommateurs par l'augmentation des prix et la diminution de la compétitivité, et ils stoppent les innovateurs qui veulent changer le monde.

Nous ratons de nombreuses possibilités et nuisons à notre prospérité. Le Fonds monétaire international estime que l'élimination des obstacles au commerce interprovincial pourrait augmenter le PIB du Canada de 90 milliards de dollars.

C'est presque l'équivalent de la production économique totale de l'industrie des transports du Canada.

C'est tellement frustrant et décevant. Pensez à tous les gens que nous sortirions de la pauvreté et aiderions à réussir simplement en éliminant les restrictions imposées par le gouvernement.

Le moment est idéal pour le faire.

Nous avons la possibilité d'une génération. Avec la nouvelle vague de premiers ministres procommerce et pro libre entreprise, partout au pays, nous remédierons à cette injustice économique une bonne fois pour toutes.

C'est pourquoi, dans les cent premiers jours d'un nouveau gouvernement conservateur, je convoquerai les provinces à une rencontre dont le premier article à l'ordre du jour sera le commerce intérieur.

Notre objectif sera simple : conclure une véritable nouvelle entente sur le commerce interprovincial : l'Accord de libre-échange interprovincial.

À cette fin, je nommerai un ministre du Commerce interprovincial, dont la seule responsabilité sera de diriger les négociations sur l'Accord et sa mise en œuvre.

Je ne parle pas d'un simple protocole d'entente.

Notre gouvernement conservateur précédent a fait d'immenses progrès à cet égard avec l'Accord de libre-échange du Canada.

Cependant, depuis son entrée en vigueur il y a deux ans, les libéraux ne font pratiquement rien.

En fait, cet Accord comprend 130 pages d'exemptions.

L'Accord de libre-échange interprovincial que nous proposerons sera un véritable accord de libre-échange, comme l'ALENA, l'Accord économique et commercial global et le Partenariat transpacifique.

Il sera négocié librement, dans l'esprit du fédéralisme d'ouverture, avec la seule promesse d'une plus grande prospérité pour toutes les parties à la table.

Ce sera un immense pas en avant, bien au-delà de l'Accord actuel.

Malgré son nom, l'Accord actuel n'a rien de libre et Justin Trudeau ne lève pas le petit doigt pour l'améliorer.

Notre proposition sera toutefois exhaustive. Notre approche sera la même que pour les accords commerciaux internationaux, avec des délégués et des négociateurs professionnels.

Il aura le plein soutien et la pleine capacité du gouvernement fédéral.

Les Canadiens ont participé à certaines des négociations

commerciales internationales les plus difficiles du monde et ont conclu des ententes avec des pays

comme le Chili, le Japon, les États-Unis et l'Union européenne.

Il est certain que nous pouvons faire de même à l'intérieur de nos propres frontières.



## **Notre objectif sera simple : conclure une véritable nouvelle entente sur le commerce interprovincial**



Nous sommes un unique pays libre. Nous devrions avoir un unique marché libre.

Les Pères de la Confédération ont enchaîné ce principe dans notre toute première constitution.

L'article 121 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique stipule : « Tous articles du crû, de la provenance ou manufacture d'aucune des provinces seront, à dater de l'union, admis en franchise dans chacune des autres provinces. »

Dites ça au brasseur de Fredericton qui doit payer pour une deuxième inspection s'il veut vendre sa bière dans une autre province. Dites-le à l'éleveur de l'Alberta qui doit faire inspecter son bœuf par le fédéral s'il veut le vendre dans une autre province, même s'il a déjà passé une inspection provinciale. Et parlez-en au soudeur de la Saskatchewan qui doit sauter dans plus de cerceaux qu'un animal de cirque pour gagner sa vie dans une autre partie du pays.

C'est une trahison de nos valeurs fondatrices. J'ai bien l'intention d'y remédier.

En 1861, six ans avant la création de la Confédération, Sir John A

Macdonald a dit au sujet de l'union canadienne : « Nous sommes un grand pays, et nous deviendrons l'un des plus grands de l'univers si nous le préservons. Nous sombrerons dans l'insignifiance et l'adversité si nous permettons qu'il soit démantelé. »

Environ 158 ans plus tard, je suis ici devant vous pour vous dire que je suis prêt à défendre notre union, à la réimaginer pour le 21e siècle et après, avec trois engagements simples.

Tout d'abord, je m'engage envers le fédéralisme d'ouverture et reconnais qu'on ne peut pas exercer le pouvoir sans une véritable responsabilisation.

J'irai de l'avant avec un projet de corridor transformateur qui unira nos gens et libérera nos ressources.

Et finalement, je travaillerai sans relâche pour abolir les obstacles commerciaux entre les provinces et les territoires qui freinent le potentiel de notre pays depuis trop longtemps. Ainsi, nous réaliserons pleinement les avantages de la Confédération promis il y a 151 ans.

C'est ma vision pour le Canada, Mesdames et Messieurs : un pays où l'unité est possible par un succès et une prospérité partagée.

C'est pourquoi je suis content de présenter cette vision à la population canadienne aux élections d'octobre.

J'espère que ne peux compter sur votre appui.

Merci beaucoup.

